



Marché de services

Nanterre Coop Habitat

93, avenue Frédéric et Irène Joliot-Curie

92000 Nanterre

Tél : 01.47.25.66.66

E-mail : marches-publics@nanterre-coop-habitat.fr

Profil acheteur : <http://www.maximilien.fr/>

**ENTRETIEN P2 et P3 DES CHAUDIERES INDIVIDUELLES,
CHAUFFE-EAUX/BAINS ET VMC**

Règlement de la consultation

Date et heure limites de réception des offres :

Le 02/06/2025 à 11h00



SOMMAIRE

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION..... | 3 |
| 1.1 Objet de la consultation..... | 3 |
| 1.2 Parties contractantes | 4 |
| 1.3 Forme du marché..... | 4 |
| 1.4 Durée de l'accord-cadre..... | 4 |
| ARTICLE 2 – CONDITION DE LA CONSULTATION..... | 5 |
| 2.1- Procédure de la consultation..... | 5 |
| 2.2- Nomenclature communautaire | 5 |
| 2.3- Allotissement de la consultation..... | 5 |
| 2.4- Variante autorisée..... | 5 |
| 2.5- Tranches | 5 |
| 2.6- Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)..... | 5 |
| 2.7- Options au sens du droit communautaire - Prestations similaires | 5 |
| 2.8- Compléments à apporter au Cahier des clauses particulières (C.C.P)..... | 6 |
| 2.9- Forme juridique de l'attributaire..... | 6 |
| 2.10- Délai de validité des offres..... | 6 |
| 2.11- Langue et unité monétaire | 6 |
| 2.12- Mode de règlement du marché et modalités de financement..... | 6 |
| 2.13- Retenue de garantie..... | 6 |
| 2.14- Négociations | 7 |
| Sans objet..... | 7 |
| ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'OBTENTION | 7 |
| 3.1- Contenu du dossier de consultation aux entreprises (DCE) | 7 |
| 3.2- Modalités d'obtention du DCE..... | 7 |
| 3.3- Visite de sites..... | 8 |
| 3.4- Demande de renseignements complémentaires..... | 8 |
| 3.5- Modification du DCE | 8 |
| ARTICLE 4 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES..... | 9 |
| 4.1.3 - Candidature via le DUME..... | 11 |
| 4.2 - PRESENTATION DE L'OFFRE | 13 |
| ARTICLE 5 – CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS | 13 |
| ARTICLE 6 – COPIE DE SAUVEGARDE..... | 14 |
| ARTICLE 7 – SELECTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES | 15 |
| ARTICLE 8 – ANALYSE ET JUGEMENT DES OFFRES | 15 |
| ARTICLE 9 – CLASSEMENT DES OFFRES..... | 22 |
| ARTICLE 10 – ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE..... | 23 |
| ARTICLE 11 – TRAITEMENT DES DONNEES | 25 |
| ARTICLE 12 – RECOURS..... | 25 |

RECOMMANDATION :

L'identification du candidat sur le profil acheteur <https://marches.maximilien.fr> est nécessaire afin de permettre, le cas échéant, une communication électronique certaine avec les candidats relative aux modifications et/ou précisions apportées aux documents de la consultation.

ARTICLE 1 – OBJET ET ETENDUE DE LA CONSULTATION

1.1 Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet mettre en place un service d'entretien des chaudières individuelles (de chauffage et de production d'eau chaude sanitaire), de VMC et de chauffe-eaux/bains sur le patrimoine de Nanterre Coop Habitat. Les résidences sont réparties sur 3 antennes de proximité :

- **Antenne du Centre**
- **Antenne du Mont Valérien**
- **Antenne du Parc**

dont vous trouverez la liste à l'annexe II du Cahier des Clauses Particulières.

Les prestations du présent marché comprennent :

- L'entretien dit P2 :
 - o La visite périodique, la maintenance préventive systématique ;
 - o La maintenance corrective, le dépannage et l'intervention d'urgence ;
 - o Le remplacement des petites pièces défectueuses et consommables ;
 - o La main d'œuvre ;
 - o Le déplacement.
- L'entretien dit P3 - Garantie totale :
 - o Les réparations ;
 - o Le remplacement des pièces défectueuses ;
 - o La main d'œuvre ;
 - o Le déplacement.
- Le remplacement de matériel sur bordereau de prix unitaire (annexe B de l'acte d'engagement) ou sur présentation d'un devis dès lors que les prestations ne relèvent ni du P2 ni du P3.

➤ Les vérifications réglementaires.

Les prestations techniques attendues dans la présente consultation sont développées au Cahier des Clauses Particulières (CCP).

1.2 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

Nanterre Coop Habitat, dont le siège est situé 93 avenue Joliot Curie à Nanterre, représentée par son Directeur Général,

Et, le titulaire dont l'acte d'engagement a été accepté par le représentant de Nanterre Coop Habitat et désigné par les documents du marché par le terme « Titulaire ».

Le Directeur Général de la coopérative, assistée des services de Nanterre Coop Habitat est chargée de diriger et de suivre l'exécution du marché.

1.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché mixte comprenant :

- Une partie conclue à prix global et forfaitaire annuel. Cette mission sera réglée selon le prix mentionné à l'article 1.1 de l'acte d'engagement et sa décomposition détaillée à l'annexe A de l'acte d'engagement ;
- Une partie à bons de commande pour les prestations complémentaires ponctuelles selon les prix unitaires indiqués à l'annexe B de l'Acte d'Engagement (Bordereau de Prix Unitaire - BPU). Cette partie sera exécutée sous forme d'accord-cadre à bons de commande, sans montant minimum et avec un montant maximum fixé à 800 000 euros hors taxes sur la durée maximale du marché mentionné à l'article 1.6 du Cahier des clauses particulières.

L'émission d'ordre de service peut intervenir pendant toute la durée de validité du marché.

1.4 Durée de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est d'une durée de 12 (douze) mois à compter de sa date de notification.

Il est reconductible 3 (trois) fois 12 (douze) mois par tacite reconduction, sans qu'il ne puisse excéder une durée maximum de 48 (quarante-huit) mois. En cas de non reconduction du marché, la personne habilitée à signer le marché prend par écrit la décision de ne pas reconduire le marché.

Nanterre Coop Habitat peut décider de ne pas reconduire le marché sans être tenue au versement d'indemnités, à condition de le dénoncer par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction.

Dans ce cas, le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours et ne peut pas prétendre à une quelconque indemnité, rémunération, etc.

ARTICLE 2 – CONDITION DE LA CONSULTATION

2.1- Procédure de la consultation

La présente consultation est passée sous forme d'un **appel d'offres ouvert**, conformément aux articles L. 2124-1, L. 2124-2 et R2124-1 et R2124-2-1° du code de la commande publique.

2.2- Nomenclature communautaire

Classification principale CPV :

50531100-7 - Services de réparation et d'entretien de chaudières
50531200-8 - Services d'entretien d'appareils à gaz
42160000-8 - Installations de chaudières
42161000-5 - Appareils de production d'eau chaude
45331000-6 - Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
44621000-9 - Radiateurs et chaudières

2.3- Allotissement de la consultation

La présente consultation n'est pas allotie car l'objet du marché ne permet pas l'identification de prestations distinctes.

2.4- Variante autorisée

Il est expressément précisé que les variantes ne sont pas autorisées.

2.5- Tranches

Sans objet

2.6- Prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Sans objet

2.7- Options au sens du droit communautaire - Prestations similaires

Nanterre Coop Habitat se réserve la possibilité de passer un marché sans publicité ni mise en concurrence préalable, dans les situations décrites

à l'article R2122-7 du Code de la Commande publique, pour la réalisation de prestations similaires.

2.8- Compléments à apporter au Cahier des clauses particulières (C.C.P)

Les entreprises ne sont pas autorisées à apporter de complément au Cahier des Clauses Particulières (C.C.P).

2.9- Forme juridique de l'attributaire

Aucune forme de groupement n'est imposée.

Les candidats ne peuvent pas présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements.

Les candidats ne peuvent pas présenter leurs offres en agissant à la fois en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, pour la bonne exécution du marché, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles.

2.10- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cinq (5) mois à compter de la date limite de réception des offres.

2.11- Langue et unité monétaire

Tous les documents constituant l'offre seront rédigés en langue française sinon, ils devront être accompagnés d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Les montants seront exprimés en euros.

2.12- Mode de règlement du marché et modalités de financement

Le marché est financé sur fonds propres.

Le paiement s'effectue par virement.

2.13- Retenue de garantie

Sans objet.

2.14- Négociations

Sans objet

ARTICLE 3 – CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION ET MODALITES D'OBTENTION

3.1- Contenu du dossier de consultation aux entreprises (DCE)

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les documents suivants :

- ➔ Le présent Règlement de la consultation (RC) ;
- ➔ Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) et ses annexes I et II (liste des résidences et équipements) ;
- ➔ L'acte d'engagement et ses annexes :
 - L'annexe « A » à l'acte d'engagement « La décomposition du montant global et forfaitaire » ;
 - L'annexe « B » à l'acte d'engagement « Le bordereau de prix unitaire (BPU) » ;
 - L'annexe « C » à l'acte d'engagement « Le Mémoire technique »
 - L'annexe « D » à l'acte d'engagement « Les interlocuteurs référents » ;
 - L'annexe « E » à l'acte d'engagement « les clauses de sous-traitance et protection des données personnelles ».
- ➔ Les modèles de formulaires de déclaration du candidat DC1, DC2 et DC4 en cas de sous-traitance (Version 2024) que le candidat pourra utiliser ;
- ➔ Déclaration sur l'honneur du candidat ;
- ➔ Le Guide « très pratique » de la dématérialisation des marchés publics de la DAJ.

3.2- Modalités d'obtention du DCE

L'ensemble du dossier de consultation peut être obtenu gratuitement par téléchargement sur le profil acheteur via la plateforme MAXIMILIEN à l'adresse suivante : <https://marches.maximilien.fr> ou via le site internet : <http://www.nanterre-coop-habitat.fr> - « Les marchés publics ».

La plate-forme de dématérialisation MAXIMILIEN permet notamment de télécharger les DCE, d'assurer les échanges entre le pouvoir adjudicateur et les candidats et de répondre de façon électronique aux consultations.

Pour une bonne utilisation de la plateforme, à tous les moments de la procédure, les candidats sont invités à consulter sur le site <https://marches.maximilien.fr> :

- Les conditions d'utilisation
 - Les Prérequis techniques de la plateforme
 - Les documents et informations complémentaires disponibles à la rubrique « aide » de la plate-forme
- N° d'assistance : 01 76 64 74 08

3.3- Visite de sites

Sans objet

3.4- Demande de renseignements complémentaires

Pour tous les renseignements qui seraient nécessaires aux candidats pour leur étude, ils doivent faire parvenir une demande écrite via la plateforme Maximilien.

Toute demande de renseignement devra parvenir à Nanterre Coop Habitat au plus tard le **22/05/2025 à 12h00**.

Les candidats devront s'assurer de la bonne réception de leurs questions dans les délais. Il ne sera procédé à aucune réponse pour les questions arrivées hors délai.

3.5- Modification du DCE

Nanterre Coop Habitat, se réserve le droit d'apporter des modifications au dossier de consultation. Celles-ci seront envoyées **au plus tard 7 jours calendaires** avant la date limite de remise des plis. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des plis est reportée, les dispositions précédentes seront aménagées en fonction de cette nouvelle date.

3.6- Confidentialité

Les entreprises candidates ayant retiré un dossier de consultation s'engagent à garder strictement confidentiels les informations et documents contenues dans ce dossier. Ces informations et documents ne peuvent être transmis à des tiers et ne sauraient être utilisés par les entreprises candidates à d'autres fins que l'élaboration de leur offre à la présente consultation.

ARTICLE 4 – MODALITES DE REMISE DES OFFRES

Les offres devront parvenir à Nanterre Coop Habitat au plus tard le :
02/06/2025 à 11H00.

Le dossier sera constitué d'un pli unique devant contenir les pièces relatives à la candidature et à l'offre.

Seules les réponses électroniques déposées sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur sur le site <https://marches.maximilien.fr> seront acceptées. Aucune autre forme de transmission par voie électronique (envoi par courriel par exemple) ne sera acceptée. De même, le dépôt de l'offre doit se faire via l'espace dédié au dépôt sur la plateforme MAXIMILIEN. Ainsi, aucune offre ne pourra être déposée via la messagerie de la plateforme MAXIMILIEN.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, Nanterre Coop Habitat invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture. À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat :

- standard .zip ;
- .pdf ; .tif
- Format.rtf ;
- .doc ou .xls ou .ppt ;
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, png.

Le soumissionnaire est invité à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe » ;
- Ne pas utiliser certains outils, notamment les « macros » ;
- Traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Les candidats auront à produire un dossier complet comprenant les pièces relatives à la situation juridique, la capacité de l'entreprise et les pièces relatives à l'offre mentionnées ci-dessous.

Il est préalablement et expressément précisé que **doivent être fournis les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'opérateur, si la personne signataire n'en est pas le représentant légal.**

Par ailleurs, il est précisé aux candidats que les documents transmis dans le cadre de cette consultation doivent :

- être clairs, concis et précis ;
- s'en tenir à apporter des réponses aux questions posées et aux exigences formulées par Nanterre Coop Habitat.

4.1- Présentation de la candidature

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :

- 1) Une lettre de candidature - DC1, (communiquée par Nanterre Coop Habitat) comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement, dûment complétée et signée ;
- 2) Déclaration du candidat individuel ou membre du groupement DC2 (communiquée par Nanterre Coop Habitat) dûment complétée et signée ;
- 3) Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire ;
- 4) Une attestation sur l'honneur, (communiquée par Nanterre Coop Habitat), dûment complétée et signée ;
- 5) Une attestation d'assurance établissant l'étendue de la responsabilité des risques professionnels ;
- 6) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
- 7) Justificatif d'exercice de l'activité par le biais d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années dans le domaine objet de la présente consultation en

indiquant l'objet de la prestation, la date d'exécution ou de livraison de la prestation et les destinataires ;

- 8) Pour assurer la qualité des prestations et leur conformité aux exigences en matière de performance énergétique, le titulaire devra être titulaire de la certification RGE (Reconnu Garant de l'Environnement) et de toute autre qualification en lien avec le marché.

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par Nanterre Coop Habitat. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

4.1.3 – Candidature via le DUME

Conformément aux dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la Commande publique, le candidat a la possibilité de présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement d'exécution (UE) 2016/7 du 5 janvier 2016 de la Commission européenne qu'il produira en lieu et place des documents listés ci-avant. Le DUME doit être rédigé en français.

Le **Document Unique de Marché Européen (DUME)**, pré-rempli par l'acheteur et rédigé en français, pourra être remis par le candidat, chaque cotraitant et chaque sous-traitant en lieu et place :

- o De la déclaration sur l'honneur attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique
- o Des renseignements demandés par le pouvoir adjudicateur aux fins de vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles du candidat.

Le **DUME** peut être accessible :

- Par le profil d'acheteur ;

- Par l'utilitaire disponible à l'adresse URL suivante : <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/> ;
- Par l'outil mis en place par la Commission européenne.

Le pouvoir adjudicateur autorise les candidats à se limiter à indiquer dans le DUME qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci, conformément aux dispositions de l'article R.2143-4 du code de la commande publique. La vérification des capacités du candidat pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution de l'accord-cadre. Les candidats devront alors produire les pièces visées ci-dessus dans un délai de 5 jours à compter de la demande de Nanterre Coop Habitat. Les candidats auront la possibilité de ne pas remettre un ou plusieurs des documents ou renseignements demandés dans le cadre de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser à cet effet, dans leur dossier de candidature,
 - o D'une part, la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais,
 - o Et d'autre part, l'identification de la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises.
- Les documents doivent être toujours valables.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

Les candidats sont informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent indiquer dans leur dossier de candidature,
 - o D'une part la liste des documents qui peuvent être obtenus par ce biais
 - o Et d'autre part les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace.
- L'accès à ces documents est gratuit.

A défaut, la candidature sera considérée comme incomplète.

4.2 - PRESENTATION DE L'OFFRE

Chaque candidat aura à produire un dossier « offre » complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièce 1. **L'acte d'engagement (AE)**, dûment complété, tamponné et signé ;
- Pièce 2. **L'annexe « A » à l'acte d'engagement « Décomposition du Prix Global et Forfaitaire »** dûment complétée, tamponnée et signée. Il est précisé que le candidat devra chiffrer toutes les lignes de la DPGF ainsi, le candidat devra **obligatoirement** remettre la Décomposition du prix Global et forfaitaire en format PDF et Excel ;
- Pièce 3. **L'annexe « B » à l'acte d'engagement « Bordereau de prix unitaires »** dûment complétée, tamponnée et signée. Il est précisé que le candidat devra chiffrer toutes les lignes du BPU ainsi, le candidat devra **obligatoirement** remettre le bordereau de prix unitaire en format PDF et Excel ;
- Pièce 4. **L'annexe « C » à l'acte d'engagement « Le mémoire technique »** dûment complétée, tamponnée et signée ;
- Pièce 5. **L'annexe « D » à l'acte d'engagement « Interlocuteurs référents »** dûment complétée, tamponnée et signée ;
- Pièce 6. **L'annexe « E » à l'acte d'engagement : Les clauses de sous-traitance « Protection des données personnelles »**
- Pièce 7. **Le Cahier des Clauses Particulières (C.C.P)** et ses annexes dûment paraphées tamponnés et signés ;

NB : Si les documents font l'objet d'une signature manuscrite, il convient de parapher toutes les pages, de signer et tamponner la dernière page.

ARTICLE 5 – CONDITION D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Tous les échanges entre Nanterre Coop Habitat et les entreprises pendant la procédure de passation de ses marchés (dépôt des candidatures et des offres, les questions/réponses, les échanges relatifs à la négociation,

les demandes d'informations et de compléments, les notifications des décisions de rejet, d'attribution, etc.) **se feront uniquement via notre plate-forme de dématérialisation.**

Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Si plusieurs envois sont effectués, Nanterre Coop Habitat retiendra en application de l'article R.2151-6 de la commande publique, le dernier pli parvenu sur la plate-forme de dématérialisation.

Les candidatures et les offres devront être transmises avant le jour et l'heure inscrits sur la première page du présent règlement de la consultation. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

La plate-forme de dématérialisation de Nanterre Coop Habitat est accessible via l'adresse suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.AccueilEntreprise>

Les conditions d'utilisation (« manuel entreprises ») de la plate-forme de dématérialisation sont accessibles via l'adresse suivante :

<https://marches.maximilien.fr/?page=entreprise.EntrepriseGuide>

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché pourra être amené à fournir, avant la signature du marché, une version papier et signée en original des documents concernant son offre.

ARTICLE 6 – COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde à Nanterre Coop Habitat dans les délais impartis pour la remise des candidatures/des offres à l'adresse suivante : **Nanterre Coop Habitat - 93 avenue Joliot-Curie - 92000 Nanterre.**

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention « COPIE DE SAUVEGARDE - NE PAS OUVRIR ».

La copie de sauvegarde est ouverte dans les cas suivants :

- 1°. Lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique,
- 2°. Lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
- Dans le cas où un programme informatique malveillant serait détecté dans la copie de sauvegarde, celle-ci sera écartée par le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 – SELECTION ET ANALYSE DES CANDIDATURES

La sélection des candidatures sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2144-1 à R.2144-7 du Code de la Commande Publique.

Il sera procédé à une analyse de la conformité des candidatures au regard du présent règlement de la consultation.

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il est constaté que les pièces de candidature mentionnées à l'article 4.1 du présent document sont manquantes ou incomplètes, il peut être décidé soit de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai approprié, soit d'éliminer la candidature.

Lors de l'analyse de la candidature, seront éliminées :

- Les candidats en redressement judiciaire en cours de période d'observations ou dont le plan de redressement (plan de continuation) est inférieur à la durée d'exécution du marché ;
- Les candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces administratives, techniques et financières demandées ;
- Les candidats dont les capacités professionnelles et techniques ou financières seront jugées insuffisantes ;
- Les candidats ayant fait l'objet d'une interdiction obligatoire ou facultative de soumissionner.

ARTICLE 8 – ANALYSE ET JUGEMENT DES OFFRES

8.1- Critère de jugement des offres

L'offre économiquement la plus avantageuse sera retenue. Le classement des offres sera établi sur la base de la note globale obtenue par chaque proposition.

Le jugement des offres sera effectué sur la base des trois critères suivants :

- **Le prix : Noté sur 50 points**
- **La qualité technique : Notée sur 35 points**
- **Les délais : Notés sur 15 points**

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100 points, la note de chaque critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat, la note de chaque sous-critère correspond au nombre de points maximum pouvant être obtenus par le candidat.

8.1.1 Présentation du critère prix :

Ce critère est noté sur 50 points.

Il se décompose en trois sous-critères, à savoir :

- **Scl1a - (noté sur 30 points)**montant global et forfaitaire en €/H.T.
- **Scl1b - (noté sur 15 points)**minoration ou majoration sur le BPU
- **Scl1c - (noté sur 5 points)**Prix horaire de la main d'œuvre

8.1.1.1 Scl1a Montant global et forfaitaire annuel en €/H.T. noté sur 30 points

Chaque candidat renseigne la décomposition du prix global annuel forfaitaire par appareil (annexe A de l'acte d'engagement), qui détermine le montant total en €/HT pour la réalisation de l'entretien des chaudières, chauffe-eaux/bains et VMC, prestations types P2 et P3.

Le montant global forfaitaire annuel figure également à l'article 1.1 à l'Acte d'Engagement.

▪ **Les offres ne pouvant être classées**

En ce qui concerne le coût de la main d'œuvre ce dernier doit respecter de manière absolue la législation sociale française, la législation fiscale française et les conventions collectives : aucun dumping social ou fiscal ne sera accepté. En effet, la concurrence doit être libre et non faussée. Bien évidemment le temps de main d'œuvre nécessaire à la réalisation des prestations dans de bonnes conditions ne saurait être sous-estimé. De même en ce qui concerne le coût des matériaux.

Les indications mentionnées ci-dessus seront respectées par l'entreprise de manière absolue : toute offre qui ne les respecte pas sera classée sans suite (NC : Non Classée)

Les offres non cohérentes ne pourront être notées et seront classées sans suite (NC : Non Classée).

▪ **Les offres pouvant être classées**

Parmi les offres pouvant être classées, l'offre la moins disante est considérée comme l'offre de référence. Chaque offre lui est comparée afin d'obtenir un ratio. Le mode de calcul de ce ratio est le suivant :

| |
|--|
| $(Valeur\ de\ l'offre\ de\ référence / valeur\ de\ l'offre\ étudiée) * 30$ |
|--|

Le ratio ainsi obtenu permet de calculer la note sur 30 points.

8.1.1.2Sc1b - Minoration ou majoration à appliquer sur le Bordereau de Prix Unitaire noté sur 15 points :

Chaque candidat indique la minoration ou majoration à l'article 1.2 de l'acte d'engagement. Une seule valeur doit être renseignée soit une minoration soit une majoration.

▪ **Les offres ne pouvant être classées**

En ce qui concerne le coût de la main d'œuvre ce dernier doit respecter de manière absolue la législation sociale française, la législation fiscale française et les conventions collectives : aucun dumping social ou fiscal ne sera accepté. En effet, la concurrence doit être libre et non faussée. Bien évidemment le temps de main d'œuvre nécessaire à la réalisation des prestations dans de bonnes conditions ne saurait être sous-estimé. De même en ce qui concerne le coût des matériaux.

Les indications mentionnées ci-dessus seront respectées par l'entreprise de manière absolue : toute offre qui ne les respecte pas sera classée sans suite (NC : Non Classée)

Les offres non cohérentes ne pourront être notées et seront classées sans suite (NC : Non Classée).

L'offre du candidat qui fera apparaître une minoration et une majoration sera considérée comme irrégulière et classée sans suite (NC : Non Classée).

▪ **Les offres pouvant être classées**

Parmi les offres pouvant être classées, l'offre la moins disante est considérée comme l'offre de référence. Chaque offre lui est comparée afin d'obtenir un ratio. Le mode de calcul de ce ratio est le suivant :

$$(Valeur de l'offre de référence / valeur de l'offre étudiée) * 15$$

Le ratio ainsi obtenu permet de calculer la note sur 15 points.

8.1.1.3 Sc1c Prix horaire de la main d'œuvre noté sur 5 points :

Chaque candidat renseigne le prix horaire de la main d'œuvre, ledit prix comprend le personnel d'exécution, son encadrement, les produits et coefficient de structure. Il figure à l'article 1.3 de l'acte d'engagement.

▪ Les offres ne pouvant être classées

En ce qui concerne le coût de la main d'œuvre ce dernier doit respecter de manière absolue la législation sociale française, la législation fiscale française et les conventions collectives : aucun dumping social ou fiscal ne sera accepté. En effet, la concurrence doit être libre et non faussée. Bien évidemment le temps de main d'œuvre nécessaire à la réalisation des prestations dans de bonnes conditions ne saurait être sous-estimé. De même en ce qui concerne le coût des matériaux.

Les indications mentionnées ci-dessus seront respectées par l'entreprise de manière absolue : toute offre qui ne les respecte pas sera classée sans suite (NC : Non Classée)

Les offres non cohérentes ne pourront être notées et seront classées sans suite (NC : Non Classée).

▪ Les offres pouvant être classées

Parmi les offres pouvant être classées, l'offre la moins disante est considérée comme l'offre de référence. Chaque offre lui est comparée afin d'obtenir un ratio. Le mode de calcul de ce ratio est le suivant :

$$(Valeur de l'offre de référence / valeur de l'offre étudiée) * 5$$

Le ratio ainsi obtenu permet de calculer la note sur 5 points.

8.1.1.4 Notation finale critère prix

La note définitive du critère prix est obtenue par l'addition des trois sous-critère prix : Sc1a, Sc1b et Sc1c comme suit :

$$\text{Note finale} = \text{Note (Sc1a)} + \text{Note (Sc1b)} + \text{Note (Sc1c)} =$$

Note globale du critère prix sur 50 points

8.1.2 La qualité technique

Ce critère est noté sur 35 points et il se décompose en trois sous-critères.

- **Sc3a - (noté sur 10 points)** - Descriptif organisationnel des situations d'urgence
- **Sc3b - (noté sur 15 points)** - Méthodologie d'une visite de maintenance préventive depuis l'organisation jusqu'à la restitution détaillant chaque temps unitaire et planning détaillé de l'année de notification
- **Sc3c- (noté sur 10 points)** - Détail des moyens humains affectés à ce marché, leurs tâches, qualifications et expériences dans le domaine, qualification RGE (certificat à fournir)... ainsi que le détail des moyens matériels

8.1.2.1 (Sc3a) Descriptif organisationnel des situations d'urgence noté sur 10 points :

Le candidat présentera le descriptif organisationnel des situations d'urgence durant ou en dehors des horaires d'ouvertures de Nanterre Coop Habitat, de la réception de la demande d'intervention de Nanterre Coop Habitat jusqu'à la remise en état de l'appareil (3 pages maximum).

8.1.2.2 (Sc3b) Méthodologie d'une visite de maintenance préventive noté sur 15 points :

Le candidat présentera le descriptif de la méthodologie en matière d'organisation lors d'une visite de maintenance préventive sur les appareils depuis la planification jusqu'à la transmission du compte-rendu aux services de Nanterre Coop Habitat. Cette méthodologie doit en outre préciser chaque temps unitaire (5 pages maximum).

Le candidat élaborera un planning détaillé et optimisé des visites préventives annuelles sur l'année de la notification (1 page au Format A3 maximum).

8.1.2.3 (Sc3d) Détail des moyens humains affectés à ce marché, leurs tâches, qualifications et expériences dans le domaine, qualification RGE (certificat à fournir)... ainsi que le détail des moyens matériels (4 pages maximum) noté sur 10 points :

Ce mémoire technique sera présenté dans l'ordre mentionné ci-dessus.

Dans le cas où le candidat ne respecterait pas l'ordre énoncé ci-dessus et/ou le nombre maximum de pages, il ne pourra obtenir au maximum que la valeur 2 prévue dans les modalités d'appréciation des sous critères

du critère qualité technique. (cf. : Article 8.1.2.5 du Règlement de la consultation).

8.1.2.4 Modalités d'appréciation des sous critères de la qualité technique

L'appréciation s'effectue pour chaque offre et pour chaque sous critères sur les bases suivantes :

- **Valeur 4**: le contenu de l'offre est très satisfaisant. Il présente des précisions plus importantes que les autres offres.
- **Valeur 3**: le contenu de l'offre est satisfaisant. Il présente des précisions conformes aux attentes sans différences significatives avec les autres offres.
- **Valeur 2**: le contenu de l'offre est insuffisant. Il présente des précisions comportant des manques mineurs par rapport aux autres offres.
- **Valeur 1**: le contenu de l'offre est très insuffisant. Il présente des précisions comportant des manques majeurs par rapport aux autres offres.
- **Valeur 0**: l'absence de contenu est constatée.

8.1.2.5 Barème appliqué

Pour le critère qualité technique, chaque offre obtient une performance calculée sur 35 points :

- Sous critère (Sc3a) est calculé sur 10 points
- Sous critère (Sc3b) est calculé sur 15 points
- Sous critère (Sc3c) est calculé sur 10 points

| | Sc3a | Sc3b | Sc3c |
|----------|------|-------|------|
| Valeur 4 | 10 | 15 | 10 |
| Valeur 3 | 7.50 | 11.25 | 7.50 |
| Valeur 2 | 5 | 7.50 | 5 |
| Valeur 1 | 2.50 | 3.75 | 2.50 |
| Valeur 0 | 0 | 0 | 0 |

8.1.2.6 Note obtenue pour chaque offre

L'addition des chiffres obtenus sur ces quatre sous critères permet à chaque offre d'obtenir un total calculé sur 35 points.

8.1.3 Le critère « délais »

Ce critère est noté sur 15 points et il se décompose en trois sous-critères.

- **Sc2a - (noté sur 8 points) - Délai d'intervention suite à un appel d'urgence** (Nombre d'heures entre la réception de la demande de Nanterre Coop Habitat et l'intervention sur site durant ou en dehors des horaires d'ouvertures de Nanterre Coop Habitat)
- **Sc2b - (noté sur 5 points) - Délai d'intervention suite à une demande de renouvellement de matériel** (Nombre d'heures entre la réception de l'ordre de service de Nanterre Coop Habitat et l'intervention sur site de Nanterre Coop Habitat)
- **Sc2c - (noté sur 2 points) - Délai d'intervention suite à un appel de Nanterre Coop habitat lors d'un changement de locataire** (Nombre d'heures entre la réception de la demande de Nanterre Coop Habitat et l'intervention sur site)

Il ne peut être proposé de fourchette de temps - une seule valeur doit être renseignée pour chaque cas.

8.1.3.1 (Sc2a) Délai d'intervention suite à un appel d'urgence noté sur 8 points :

Chaque offre doit indiquer à l'article 2.1 de l'acte d'engagement le délai d'intervention suite à une demande d'intervention suite à un appel d'urgence (Nombre d'heure(s) entre la réception de la demande de Nanterre Coop Habitat et l'intervention sur site durant ou en dehors des horaires d'ouvertures de Nanterre Coop Habitat).

Les offres non renseignées ou présentant une fourchette de temps seront classées sans suite (NC : Non Classée).

Concernant les offres pouvant être classées, l'offre la moins disante est considérée comme l'offre de référence. Chaque offre lui est comparée afin d'obtenir un ratio. Le mode de calcul de ce ratio est le suivant :

$$(Valeur\ de\ l'offre\ de\ référence\ /\ Valeur\ de\ l'offre\ étudiée) * 8$$

Le ratio ainsi obtenu permet de calculer la note sur 8.

8.1.3.2 (Sc2b) Délai d'intervention suite à une demande de renouvellement de matériel noté sur 5 points :

Chaque offre doit indiquer à l'article 2.2 de l'acte d'engagement le délai d'intervention suite à la réception de l'ordre de service de Nanterre Coop (Nombre d'heure(s) et l'intervention sur site).

Les offres non renseignées ou présentant une fourchette de temps seront classées sans suite (NC : Non Classée).

Concernant les offres pouvant être classées, l'offre la moins disante est considérée comme l'offre de référence. Chaque offre lui est comparée afin d'obtenir un ratio. Le mode de calcul de ce ratio est le suivant :

$$(Valeur\ de\ l'offre\ de\ référence\ /\ Valeur\ de\ l'offre\ étudiée) *5$$

Le ratio ainsi obtenu permet de calculer la note sur 5 points.

8.1.3.3 (Sc2c) Délai d'intervention suite à un appel lors d'un changement de locataire noté sur 2 points :

Chaque offre doit indiquer à l'article 2.3 de l'acte d'engagement Délai d'intervention suite à la demande de travaux (Nombre d'heure(s) entre la réception de la demande et la réalisation de la prestation).

Les offres non renseignées ou présentant une fourchette de temps seront classées sans suite (NC : Non Classée).

Concernant les offres pouvant être classées, l'offre la moins disante est considérée comme l'offre de référence. Chaque offre lui est comparée afin d'obtenir un ratio. Le mode de calcul de ce ratio est le suivant :

$$(Valeur\ de\ l'offre\ de\ référence\ /\ Valeur\ de\ l'offre\ étudiée) *2$$

Le ratio ainsi obtenu permet de calculer la note sur 2.

8.1.3.4 Notation finale critère délais

La note définitive du critère prix est obtenue par l'addition des trois sous-critère prix : Sc2a, Sc2b et Sc2c comme suit :

$$\text{Note finale} = \text{Note (Sc2a)} + \text{Note (Sc2b)} + \text{Note (Sc2c)} =$$

Note globale du critère prix sur 15 points

ARTICLE 9 – CLASSEMENT DES OFFRES

La note finale obtenue par chaque offre est égale à la somme de la note globale obtenue sur le critère 8.1.1, 8.1.2 et 8.1.3.

L'offre économiquement la plus avantageuse est celle ayant obtenu la note finale la plus élevée, l'offre classée en seconde position est celle ayant obtenu la note finale immédiatement en dessous de la note la plus élevée et ainsi de suite.

ARTICLE 10 – ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Nanterre Coop Habitat se réserve le droit, jusqu'à la signature du marché, de ne pas donner suite à la présente consultation.

Après ouverture des offres, et analyse, le représentant légal de Nanterre Coop Habitat arrête un classement en fonction des critères de jugement, et attribue provisoirement le marché.

Conformément aux dispositions des articles R.2143-6 et suivants du Code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 (JORF n°0077 du 31 mars 2019 texte n° 14), les pièces justificatives mentionnées ci-dessous devront être produites au pouvoir adjudicateur.

Les candidats peuvent, s'ils le souhaitent, remettre les documents demandés ci-dessus au stade du dépôt de leur pli.

Lorsque l'attributaire est établi ou domicilié à l'étranger, il fournit les documents mentionnés à l'article D.8222-7 du Code du travail. Conformément à l'article D. 8222-8 du même code, les documents et attestations énumérés à l'article D. 8222-7 sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en langue française.

- Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales (paiement de la TVA et de l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés) au 31 décembre de l'année précédente,
- Une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois.
- Un certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'association de gestion du fonds de développement pour l'insertion professionnelle des handicapés si l'attributaire emploie plus de 20 salariés.

Pour les candidats établis dans un autre Etat, il s'agit des attestations délivrées par les autorités compétentes du pays, et accompagnée d'une traduction en français.

- Le numéro unique d'identification (SIREN) ;
- Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- Une liste nominative des salariés étrangers employés par l'entrepreneur et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail. En application de l'article D8254-2 du même code, Cette liste mentionne, pour chaque salarié y figurant : la date d'embauche, la nationalité de l'intéressé, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail ;
- Pour les opérateurs économiques établis hors de France uniquement : la déclaration préalable de détachement établie en application de l'article R.1263-4 du Code du Travail.

En cas de groupement, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des cotraitants.

En cas de sous-traitance déclarée, les documents listés ci-dessus devront impérativement être remis pour chacun des sous-traitants présentés.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents est de 7 jours calendaires à compter de la réception du courrier l'informant qu'il s'est vu provisoirement attribuer le marché.

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la Commande Publique dans le cas où le candidat se trouve dans un cas d'interdiction de soumissionner, ne satisfait pas aux conditions de participation ou ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuve, les compléments ou explications requis, sa candidature est déclarée irrecevable.

Dans ce cas, le candidat dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

ARTICLE 11 – TRAITEMENT DES DONNEES

Les informations recueillies dans le cadre de la présente consultation font l'objet d'un traitement informatique destiné à gérer la passation, l'exécution et la gestion financière des marchés de Nanterre Coop Habitat. Leur durée de conservation, liée à la procédure de consultation, est soumise aux règles d'archivage des dossiers des marchés publics.

Les destinataires des données sont les services de Nanterre Coop Habitat chargés de la passation, de l'exécution et de la gestion financière des marchés.

Conformément à loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 modifiée et au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des données à caractère personnel, le candidat dispose d'un droit d'accès, d'un droit de rectification, d'un droit à l'effacement, d'un droit à la limitation du traitement ainsi qu'un droit à la portabilité de ses données. Toute personne qui souhaite exercer ce droit et obtenir communication des informations la concernant, peut adresser une demande accompagnée d'une copie de sa pièce d'identité au Délégué à la Protection des Données.

Le délégué à la protection des données est joignable aux coordonnées suivantes : Nanterre Coop Habitat - Délégué à la protection des données - 93, avenue Joliot-Curie - 92000 Nanterre ; ou par courrier électronique à : dpo@nanterre-coop-habitat.fr

ARTICLE 12 – RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal Judiciaire de Nanterre - 179-191 avenue Joliot-Curie 92020
Nanterre cedex - Téléphone : +33 (0)1 40 97 10 10.
